



Déclaration liminaire de la FSU 95
CDEN du 18 juin 2019
Ajustement de carte scolaire 1^{er} degré



Monsieur le Préfet, madame la Présidente, monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs élus, mesdames et messieurs, camarades,

Ce CDEN se tient quelques jours après les discours de politique générale du Premier ministre Édouard Philippe à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ces discours étaient censés amorcer le virage social de l'action gouvernementale ! Force est de constater que la vision « sociale » de ce gouvernement n'est pas la nôtre ! Quant au virage, il ressemble étrangement à une ligne droite. Le néolibéralisme affiché est toujours aussi méprisant des classes moyennes et populaires. Nous ne pouvons pas déceler une once d'inflexion !

Le projet de société reste le même : la concurrence entre tous qui ne peut passer que par l'affaiblissement du lien social et le délitement subséquent de notre société !

Le président et le gouvernement organisent consciemment la captation des missions de service public par les sociétés privées désireuses d'enrichir des spéculateurs et autres agioteurs et actionnaires. Il s'agit là de permettre notamment aux sociétés financières (banques et assurances) de capter l'essentiel de la richesse nationale au détriment de ceux qui, de par leur travail, la produisent ! C'est honteux.

Concernant l'éducation nationale, le Premier ministre a déclaré que la réforme du lycée est juste. Ces mensonges sont épuisants pour les agents, les réformes de l'éducation nationale de ce gouvernement ne sont ni justes ni équitables. Elles sont iniques en ce qu'elles accroissent le déterminisme social et qu'elles remplacent l'éducation à la citoyenneté en un conditionnement à la soumission au marché et à l'employeur. Et comme ce gouvernement nous a prouvé que lors des discussions parlementaires ils ne conservaient des amendements que les plus réactionnaires comme celui proposant la mobilité forcée des fonctionnaires, notre inquiétude est grande.

Si le président et le gouvernement s'obstinent dans cet aveuglement dogmatique en maintenant une politique ne profitant qu'aux premiers de cordée c'est la société dans son ensemble qui sera perdante. Bien entendu, les agents des fonctions publiques verront leurs conditions de travail se dégrader plus encore. Mais les citoyens, les usagers — et parmi eux les élèves — en souffriront tous. Cette politique de classe fait beaucoup plus de perdants que de gagnants.

Il faut revenir sur les annonces concernant l'accompagnement des élèves dans le cadre de l'inclusion. Le ministre se targue d'améliorer la situation des AESH. Les personnels concernés verraient leur contrat osciller entre 62 et 100 % quand cela est possible. Cela revient à augmenter le temps de travail alors que le problème de base est celui de la rémunération horaire ! Ce que propose le ministre est du même niveau que dire aux enseignants du second degré qu'ils sont revalorisés puisqu'on peut maintenant leur imposer une deuxième heure supplémentaire. C'est méprisant. De la même façon, la possibilité de mettre en place deux CDD de 3 ans suivi d'une proposition de CDI ! Un CDI au bout de 6 ans ne représente aucun progrès. La FSU demande un vrai statut pour les AESH avec une grille d'avancement précise et une hausse de la rémunération horaire. Ce n'est qu'ainsi qu'on donnera de l'attractivité à cette profession. Ce que dit le ministre est de l'ordre de l'argutie, pour un ministre c'est affligeant. On ne réduit pas une politique éducative à une communication cherchant à rendre absconse une politique dogmatiquement néolibérale.

Concernant l'objet plus précis de ce CTSD qui concerne les ajustements de carte scolaire, la FSU95 et le SNUIPP95 constatent que les moyens alloués au département sont très largement insuffisants. Comme nous l'avions dénoncé lors du CTSD initial sur la carte scolaire les moyens ne suivent pas le manque de classes des années précédentes ni les effectifs lourds qui sont ceux de notre département. Une dotation insuffisante, une non-attractivité entretenue de nos professions entraînent une dégradation accélérée de nos conditions de travail. Nombre de nos collègues sont en souffrance et ne se sentent plus du tout entendus et soutenus par vous monsieur le directeur académique ! Bien entendu, ce n'est pas votre personne, mais votre fonction de représentant de la rectrice et du gouvernement au sein de cette DSDEN qui est en cause.

Mais il est de votre devoir de faire remonter cette souffrance à votre hiérarchie.

Par ailleurs, comment nos collègues qui ont cru conserver leur poste et qui le voient supprimer aujourd'hui le vivent-ils ? De même, comment nos collègues qui ont pensé perdre leur poste ont-ils vécu cette période ? Comment nos collègues qui pourraient voir leur situation évoluer en fonction du bilan de la rentrée de septembre 2019 vont-ils vivre leur attente ? Qu'en pensez-vous, monsieur le préfet, monsieur le directeur académique ?

C'est simple, nos collègues se sentent méprisés par une institution qui les traite comme des variables d'ajustement. De plus nos collègues sentent que dans ces conditions ils ne peuvent plus respecter leur éthique professionnelle qui les pousse à rechercher toujours l'intérêt de leurs élèves ! Au final, ce sont bien les élèves qui sont les plus pénalisés ! Enfin ceux des quartiers paupérisés, ceux des familles des classes moyennes et populaires. Cela ajoute à leur souffrance.

La FSU 95 et le SNUIPP95 rappellent que des élèves moins formés, des adultes moins bien soignés, des retraités paupérisés n'augurent rien de bon de l'avenir de notre pays.

Aussi intimons-nous à ce gouvernement de revoir sa copie, de recevoir les organisations syndicales pour de réelles négociations et non pour de vides gesticulations des ministres devant des médias muselés par leurs propriétaires !

Nous siégeons aujourd'hui journée d'action contre la loi de la défiance à l'école. Nous n'avons pas voulu reporter l'instance, car de nombreux collègues attendent de savoir quelle sera leur situation à la rentrée. Cette attente est stressante pour eux. Contrairement à ce gouvernement et à notre ministre, nous avons du respect pour les personnels, pour nos collègues.

Le gouvernement porte l'entière responsabilité des actions de contestation menées en ce moment par les agents des services publics. Si le baccalauréat est perturbé, l'entière responsabilité repose sur les épaules du ministre Blanquer et de sa collègue Mme Vidal. Tous deux ont toujours traité par le mépris et les mensonges les demandes syndicales de concertation ! La FSU95 rappelle qu'un préavis de grève a pour objet l'ouverture de négociation ! Le juriste Jean Michel Blanquer semble l'ignorer ; il devrait relire ses cours de droit !

Les enseignants qui se mobilisent et qui font grève dans les centres d'examens le font par attachement à un baccalauréat national offrant des diplômes de même valeur sur tout le territoire national. C'est bien le ministre qui détruit le baccalauréat comme il détruit l'éducation nationale. Ce sont les élèves de tous les niveaux qui vont pâtir de ses réformes ! Rappelons que notre objectif n'a jamais été d'empêcher la tenue du baccalauréat mais d'alerter les familles, l'opinion publique sur la catastrophe éducative que met en place ce gouvernement et d'obliger le ministre à négocier. C'est bien le ministre et le gouvernement qui mettent les élèves dans cette situation de stress largement accrue !

Monsieur Blanquer et Mme Vidal doivent immédiatement cesser leur casse du service public de l'Éducation nationale ! Le gouvernement doit cesser sa casse globale des services publics.

Nous tenons à remercier nos collègues des services qui comme toujours ont fourni un travail considérable pour nous fournir des documents de travail. Néanmoins, et nos collègues en sont

comme nous victimes, comment pouvons nous préparer sérieusement ce CDEN en recevant les dernières mises à jour trop peu de temps avant la tenue de l'instance ?

La forte insuffisance des moyens tant de rentrée pour le 1^{er} degré que pour les services de la DSDEN explique cette situation.

Monsieur le Préfet, madame la présidente, monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs les élus, mesdames, messieurs, camarades, je vous remercie de votre attention.